



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2015

AP 2015 – REJET– 46 – IC
CJ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE REJET

Société SAS Parc Éolien du Pays d'Anglure
Communes de La Chapelle-Lasson et Allemanche-Launay-et-Soyer

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne
Préfet du département de la Marne

Doc 19

VU :

- la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et à sécuriser la vie des entreprises, notamment son article 14 ;
- l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article 12-I relatif aux désaccords consécutifs aux consultations visées par l'article 10 dudit décret ;
- la demande d'autorisation unique déposée le 29 décembre 2014 par la société SAS Parc Éolien du Pays d'Anglure ;
- l'avis de l'opérateur radar du Ministère de la Défense du 04 mars 2015 ;
- l'avis de la navigation aérienne du Ministère de la Défense du 18 mars 2015 ;
- le rapport du 31 mars 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- le projet d'arrêté préfectoral de rejet de la demande d'autorisation unique, porté à la connaissance du pétitionnaire par lettre recommandée en date du 28 avril 2015 ;
- le défaut de réponse du pétitionnaire sur ce projet d'arrêté de rejet valant accord tacite.

CONSIDÉRANT :

- la demande déposée ;
- l'avis défavorable de la navigation aérienne et de l'opérateur radar du Ministère de la Défense en tant que : « après consultation des différents organismes concernés de la Défense, il ressort que ce projet se situe dans les 20-30 km du radar de Romilly, soit en zone de coordination à partir de l'altitude de 177 mètres NGF, où le nombre d'éoliennes et/ou la disposition sont encadrés. En effet, un nombre trop important d'éoliennes dans le même secteur angulaire du radar serait de nature à augmenter les perturbations induites sur celui-ci. Si le projet d'implantation de neuf aérogénérateurs d'une hauteur hors tout, pales comprises, de 182 mètres sur le territoire des communes de La Chapelle-Lasson et Allemanche-Launay-et-Soyer (Marne) respecte les critères prescrits en termes d'occupation angulaire et ceux prescrits en termes de séparation angulaire, vis-à-vis du parc autorisé dénommé « Parc éolien des Vignottes » (Marne), ce projet ne respecte pas le critère requis de la séparation angulaire avec le parc construit « Seine Rive Gauche Nord » (Aube) soit 5° minimum »;
- l'article 12 du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 susvisé disposant que le préfet de département rejette la demande en raison d'un désaccord consécutif aux consultations menées conformément aux 2° et 3° du II de l'article 10.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne

ARRÊTE :

Article 1 : Rejet de la demande d'autorisation unique

La demande d'autorisation unique déposée par la société SAS Parc Éolien du Pays d'Anglure, référencée sous le N° SIRET 527 617 690 00013 et dont le siège social est sis Cœur Défense – Tour B – 100, Esplanade du Général de Gaulle, 92 932 Paris la Défense Cedex, concernant le projet d'exploitation d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent susceptible d'être implantée sur les communes de La Chapelle-Lasson (51 260) et Allemanche-Launay-et-Soyer (51 260) est refusée.

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Article 3 : Formules exécutoires

Le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, le Sous-préfet de l'arrondissement d'Épernay, la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement par intérim, le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Parc éolien du Pays d'Anglure et aux maires des communes de La Chapelle Lasson et d'Allemanche-Launay-et-Soyer qui l'afficheront à la porte de leur mairie pendant un mois. Cet acte sera publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la Préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le

16 Juin 2015

Le Préfet,

Jean-François SAVY